

Question n°5 : Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement les élèves doivent-ils en prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

## Préambule

Le débat fut surtout centré sur la question des valeurs.

## I Constat

La question implique d'abord une réflexion sur les valeurs véhiculées par l'école. L'impression émerge qu'un discours trop technique et parfois abscons sur l'enseignement et ses méthodes a fait disparaître complètement la simple mais cardinale question des principes moraux, entendus dans le sens philosophique du terme, que doit diffuser l'école.

On constate une dégradation profonde de l'échelle des valeurs, voire son inversion. Il n'est pas rare de voir l'élève qui travaille, fournit des efforts car il est désireux de réussir ses études, être en butte aux quolibets de ses camarades de classe. Même si ce phénomène ne date pas d'aujourd'hui, il paraît s'être amplifié. Dans le même ordre d'idées, l'écoute d'un cours, qui en soit - il est symptomatique qu'il faille le rappeler - constitue une activité intellectuelle, semble désormais dans certains cas impossible à obtenir.

Si l'on raffine l'analyse, on s'aperçoit, en ce qui concerne le prix à accorder au travail, que sa dévalorisation s'accroît à partir de la classe de quatrième. En sixième et en cinquième les élèves restent relativement soucieux de bien faire quoique l'on puisse déjà repérer un rapport à cette valeur assez distendu.

L'autorité est aussi fortement contestée. Le savoir se voit disputer sa place, son statut, par un relativisme délétère affirmant plus ou moins que nul n'est autorisé à parler, à imposer sa parole et ses connaissances puisque chacun peut s'exprimer et donc qu'il y a autant de vérités que d'individus.

## II Origines possibles du dysfonctionnement

Plusieurs participants remarquent que l'une des causes possibles du problème réside dans une forme d'idéologie du don : les élèves qui réussissent y parviennent parce qu'ils sont nés doués pour les études. De là vient la conclusion qu'il est inutile de travailler, que l'effort ne mène à rien si l'on est pas né pour faire des études.

Une forme nette de l'hédonisme latent dans la société moderne, et le désir d'immédiateté, de rapidité, d'instantané marquent aussi cette optique de leur sèau. L'apprentissage des savoirs qui nécessite nécessairement temps et sacrifice est battu en brèche par les représentations contemporaines du bonheur. Comme dans le cas de la question n° 8 on retrouve donc la contestation du système des valeurs scolaires par la société même dans laquelle elle s'insère.

La contrainte que l'on s'impose n'est plus perçue comme valorisante. Sa capacité à libérer l'individu en l'élevant au-dessus de l'état premier de nature, dans lequel la satisfaction rapide d'une pulsion prime, n'est plus reconnu comme socle d'une éducation. Seul semble demeurer l'impérieux et tyrannique exercice de droits fondamentaux, dont la plus nébuleuse manifestation s'exprime à travers un droit au bonheur, reléguant à l'oubli la nécessité de lier à l'exercice de ces droits le respect de devoirs.

L'individualisme forcené n'est pas pour peu dans la genèse des multiples problèmes que rencontre désormais l'institution pour assurer sa mission de transmission de savoirs. En insistant, peut-être à mauvais escient, trop lourdement sur la prise en compte de chaque personnalité, comme c'est le cas à travers l'itérative demande d'une pédagogie de plus en plus différenciée, on sape les fondations même du projet d'un enseignement commun et de la constitution d'un référentiel, tant de connaissances que de valeurs, partagé par l'ensemble des élèves. Les participants ne remettent certainement pas en cause le fait qu'il est obligatoire pour un professeur de tenir compte de la sensibilité propre à chaque personne, mais ils dénoncent plutôt le danger de l'explosion totale des groupes sous la pression d'une demande narcissique venant de chacun.

### III Proposition de solutions

Pour lutter efficacement contre la remise en question incessante du travail beaucoup conviennent qu'il faut agir déjà en amont, c'est-à-dire dans l'enseignement primaire. La suppression prônée par quelques uns des devoirs apparaît comme une bourde qui n'est pas sans conséquences profondes. Les habitudes prises très tôt sont celles qui demeurent le plus longtemps ancrées chez les élèves.

Or certains d'entre eux ne bénéficient d'aucun suivi dans le cadre familial, qui parfois se désintéresse totalement du travail scolaire des élèves. D'autres, au contraire, sont fortement sollicités par les parents qui n'hésitent pas à revoir les cours et à faire travailler par eux-mêmes les élèves. Si l'institution renonce aux devoirs hors temps scolaire elle ne fera qu'accroître indirectement le fossé entre ceux qui acquièrent les compétences nécessaires régulièrement car ils y sont aidés en dehors du cadre de la classe et les autres. L'effort doit donc être promu par l'école, tout en découplant cette notion de celle du résultat brut. Sans doute faut-il surtout insister sur la notion de progrès personnels accomplis par chacun. On réconcilie ainsi la nécessité d'individualiser dans une juste mesure l'enseignement et les contraintes inhérentes à un enseignement qui s'est massifié.

L'absence de travail ne résulte en général pas de l'inconscience de sa nécessité - interrogés à ce sujet les élèves se rendent bien souvent compte qu'il ne fournissent pas les efforts suffisants pour réussir - mais d'une mauvaise perception des conséquences de cette absence. Une solution consiste à faire revenir d'anciens élèves de l'établissement afin qu'ils témoignent de la nécessité de s'impliquer dans les études pour mieux réussir. Leur parole est souvent mieux entendue que celle des professeurs, plus à distance des adolescents et souvent moins crus sur ce sujet. L'alternance et la rencontre avec le monde du travail, ses exigences de rigueur et les efforts qu'il requiert peuvent être aussi bénéfiques. D'une part elles donnent sens aux apprentissages théoriques en les concrétisant dans le champ du pratique ; de l'autre elle montre par l'exemple que la contrainte est liée à bien des activités humaines et qu'elle ne s'oppose pas nécessairement au principe de plaisir.

Enfin il semble important à tous d'inciter les parents à reprendre leur rôle et à assumer l'autorité qui va de pair. Quelques uns se déchargent en effet de cette autorité en espérant que l'institution suppléera à son absence. Loin à son tour de rejeter la responsabilité sans s'en préoccuper plus, les enseignants pensent qu'il est important de leur rappeler qu'ils sont les premiers éducateurs de leurs enfants, et qu'ils doivent relayer le discours tenu par l'institution sans chercher à la saper. Penser des modalités d'actions auprès des familles, pour les aider à asseoir leur autorité relève donc du domaine de la nécessité.